



# Quelle place pour la Russie dans un monde multipolaire ?

Commandant Jean-Bernard Fraisse  
13<sup>e</sup> promotion du Collège Interarmées de Défense  
Année 2005/2006

Mémoire rédigé dans le cadre du séminaire de géopolitique :  
« Actualité des thèses géopolitiques du XIX<sup>e</sup> et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle »

**Directeur de séminaire** : Monsieur Philippe Conrad.

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Quelle place pour la Russie dans un monde multipolaire ?
2. 2006\_memoire\_géop\_place Russie monde multipolaire\_Fraisie
3. Commandant, armée de terre, FRAISSE Jean-Bernard, France
4. 18 mars 2006
5. Division B – groupe B3
6. Mémoire de géopolitique
7. Après l'explosion de l'union soviétique, les années 1990 ont semblé marquer la fin de la grande Russie avec l'humiliation de la crise du Kosovo, une démographie catastrophique et la montée de l'influence des oligarques. Mais au delà d'une crise réelle et de la perte définitive de son influence mondiale, il est essentiel de se demander si la Russie qui agit en empire depuis des siècles ne conserve pas les potentialités d'un grand acteur de la scène sinon mondiale, du moins régionale. L'Histoire nous rappelle les fondamentaux sur lesquels la puissance russe a bâti son hégémonie sur le continent eurasiatique depuis le XVI<sup>e</sup> siècle: une volonté d'expansion territoriale continue, une conception autocratique du pouvoir et la profondeur stratégique du heartland qu'elle occupe. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, le nouveau contexte économique mondial, la restauration de l'autorité présidentielle et la diplomatie pragmatique menée par la Russie laissent à penser que, à la condition qu'elle relève les défis internes qu'il lui reste à régler, cette grande nation reste capable de jouer un rôle majeur de leader sur le continent eurasiatique dans les décennies à venir.
8. Autocratie, diplomatie, orthodoxie, armée, heartland.

## Quelle place pour la Russie dans un monde multipolaire ?

### SOMMAIRE

#### PREMIERE PARTIE : LES FONDEMENTS DE LA PUISSANCE RUSSE : CARACTERES PERMANENTS

Entre Europe et Asie : les étapes de la construction volontariste d'un empire eurasien

Une conception du pouvoir intérieur sans concession mais une gestion pragmatique des facteurs religieux et ethnique

Une puissance fondée sur l'immensité du heartland, le recours immodéré au réservoir humain et les richesses naturelles

#### DEUXIEME PARTIE : UNE PERTE DE LEADERSHIP INCONTESTABLE ...

L'humiliation de la perte de son influence régionale et mondiale

Un affaiblissement territorial dû à la perte des périphéries et à l'hétérogénéité de la Fédération de Russie

Une démographie déclinante et des mouvements migratoires inversés

#### TROISIEME PARTIE : ...MAIS DES FACTEURS QUI LUI CONSERVENT LES POTENTIALITES

D'UNE

GRANDE PUISSANCE

Un heartland jamais conquis mais entouré, pourvu de ressources capitales

La manifestation de l'orgueil national : le retour d'un pouvoir fort et un arsenal militaire toujours dissuasif

Une diplomatie alternative et réaliste

**TABLE DES MATIÈRES**

INTRODUCTION.....	1
<b><u>I. LES FONDEMENTS DE LA PUISSANCE RUSSE : CARACTERES PERMANENTS</u></b> .....	2
<b><u>11. Entre Europe et Asie : les étapes de la construction volontariste d'un empire eurasien</u></b> .....	2
<b><u>12. Une conception du pouvoir intérieur sans concession doublée d'une prise en compte pragmatique du facteur religieux et de la mosaïque de populations</u></b> .....	4
121. Une conception autocratique du pouvoir.....	4
122. Le facteur religieux en Russie.....	5
123. La différence de traitement à l'égard des religions minoritaires .....	6
<b><u>13. Une puissance fondée sur l'immensité du heartland, le recours immodéré au réservoir humain et les richesses naturelles</u></b> .....	7
131. L'immensité et la démesure au service de la Russie.....	7
132. Les richesses naturelles.....	8
<b><u>II. UNE PERTE DE LEADERSHIP INCONTESTABLE ...</u></b> .....	8
<b><u>21. L'humiliation de la perte de son influence régionale et mondiale</u></b> .....	8
211. L'Union Soviétique a perdu la main mise qu'elle avait sur les 14 républiques socialistes .....	8
212. Une perte de crédibilité au plan mondial : le révélateur de la guerre du Kosovo (1999).....	9
<b><u>22. Un affaiblissement territorial dû à la perte des périphéries et à l'hétérogénéité de la Fédération de Russie</u></b> .....	10
221. Un déplacement du centre de gravité vers l'Est .....	10

222. La Russie et son proche étranger : la nouvelle donne .....	11
223. L'hétérogénéité de la Fédération de Russie .....	14
<b><u>23. Une démographie déclinante et des mouvements migratoires inversés</u></b> .....	16
231. La chute démographique : perspectives et bilan .....	16
232. La Russie, nouvelle terre d'immigration.....	17
<b>III. <u>...MAIS DES FACTEURS QUI LUI CONSERVENT LES POTENTIALITES D'UNE GRANDE PUISSANCE</u></b> .....	19
<b><u>31. Un heartland jamais conquis mais entouré, pourvu de ressources capitales</u></b> .....	19
311. La guerre d'influence entre les Etats-Unis et la Russie à la lumière des approches géopolitiques de la première moitié du XX <sup>e</sup> siècle .....	19
312. Un territoire pourvu de richesses naturelles rentables .....	21
<b><u>32. La manifestation de l'orgueil national : le retour d'un pouvoir fort et un arsenal militaire toujours dissuasif</u></b> .....	21
321. Le retour d'un pouvoir fort.....	22
322. Un outil militaire à réformer profondément mais qui reste dissuasif.....	24
<b><u>33. Une diplomatie alternative et réaliste</u></b> .....	26
331. Les relations avec les Etats-Unis.....	27
332. Les relations avec le voisin européen.....	27
333. Les relations avec le « proche étranger » et les puissances régionales.....	28
<b>CONCLUSION</b> .....	29

## **ANNEXES**

Annexe 1 : Géographie des religions

Annexe 2 : Composition de la Fédération de Russie

Annexe 3 : Géopolitique des tubes

Annexe 4 : l'Organisation de Coopération de Shangäi

Annexe 5 : L'élargissement de l'OTAN

Annexe 6 : Bases américaines sur le continent eurasiatique

Annexe 7 : Heartland et rimland : des notions dépassées ?

## **BIBLIOGRAPHIE**

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES EN FRANCAIS**

- BERELOWITCH Alexis et RODVANYI Jean, « Les 100 portes de la Russie » ; les éditions de l'atelier/Editions ouvrières, 1999
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, « L'empire d'Eurasie » ; Fayard, 2005
- CHALIAND Gérard, « Atlas stratégique » ; Artheme Fayard, 1983
- CHAUPRADE Aymeric, « Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire » ; Ellipses éditions marketing S.A., 2003
- LARUELLE Marlène, « L'idéologie eurasiste russe » ; l'Harmattan, 1999
- MALET Albert, « Histoire contemporaine XIXe siècle » ; Hachette, 1922
- « Ramses 2004 »; IFRI, 2004
- VICTOR Jean-Christophe, « Atlas géopolitique le dessous des cartes » ; Tallandier/Arte éditions, 2005

### **ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS**

- CAGNAT René, « Asie centrale : le très grand jeu », *Revue de la défense nationale*, mars 2002
- FACON Isabelle, « Les ambivalences de la transformation des forces armées russes », *L'économie politique* n° 21, mars 2004

- FARAVEL-GARRIGUES Gilles, « Vladimir Poutine et la monopolisation du pouvoir », *L'économie politique* n° 21, mars 2004
- ROUSSELET Kathie, « Les ambiguïtés de la société russe », *L'économie politique* n° 21, mars 2004
- SAPIR Jacques, « Succès et limites de la reprise russe », *L'économie politique* n° 21, mars 2004

### ***SITE INTERNET***

- « *le Courrier International* », articles parus dans les numéros du 28 février 2002, du 7 juillet 2005, du 11 octobre 2005

### **Introduction**

« *Sans le nucléaire civil et militaire, la Russie ne serait pas une puissance moyenne, mais un Etat du Tiers Monde* ». En prononçant cette sentence en 2003, Vladimir Poutine émet-il un constat lucide et désenchanté sur ce qui reste le plus vaste pays du monde ou pratique-t-il une tactique de repli feint vis-à-vis de l'extérieur ? La Russie, heartland imprenable depuis le refus du joug mongol, qui aura résisté à Charles XII de Suède, Napoléon Ier et Hitler, va t-elle cesser d'être un centre de puissance pour offrir son immensité comme périphérie à l'Europe, aux Etats-Unis ou à la Chine ? L'installation de bases américaines dans d'ex-républiques soviétiques et l'humiliation vécue par la Russie lors de la crise du Kosovo en 1999 pourraient le laisser penser. Cependant, sans doute serait-il naïf de conclure rapidement à la fin d'un empire qui aura su garder, au delà des différents régimes, des ambitions territoriales permanents. Incontestablement et sans doute définitivement, la Russie a perdu sa place de leader mondial dans les années 90. Mais il s'agit d'étudier si, au delà d'un marasme conjoncturel et la fin d'un ordre bipolaire dont les conséquences n'ont certainement pas encore toutes été mesurées, la Russie ne recèle pas des atouts intrinsèques et conjoncturels renforcés par une volonté qui lui conservent intacte ses potentialités de grande puissance.

**Il s'avère que si la Russie ne peut plus envisager de jouer le rôle mondial que fut celui de l'Union soviétique, elle possède des atouts lui permettant encore de prétendre occuper la place d'un leader asiatique incontournable conservant une réelle influence sur ses périphéries.**

Après avoir mis en lumière les facteurs permanents constitutifs de la puissance russe, il s'agit de mesurer l'étendue de l'état d'affaiblissement de la Russie contemporaine aux plans diplomatique, géographique et humain, pour nous attacher à identifier ses vecteurs de force actuels ou futurs, en décryptant notamment le nouveau « grand jeu » mené par Vladimir Poutine à la lumière des théories des géopoliticiens de la première moitié du XXe siècle.

## **I) Les fondements de la puissance russe : un capital acquis résolument depuis le XV<sup>e</sup> siècle et des modes opératoires constants....**

Vouloir étudier les facteurs de puissance d'une nation ne peut se concevoir en éludant les différentes étapes qui ont participé à sa constitution. Empire immobile contingenté par une géographie pénalisante ou patrimoine territorial né d'une volonté d'expansion hors du commun, l'histoire donne à mesurer l'un des ferments indispensables d'une nation : la volonté que son peuple et ses souverains auront montré au fil des siècles. C'est pourquoi s'interroger sur la capacité de la Russie à retrouver une place hégémonique au XXIe siècle est une démarche qui ne peut s'affranchir de l'étude des aléas ou permanences historiques qui ont fait de la modeste principauté de Kiev du IXe siècle (connue sous le nom de « Rus ») ce qui reste, au XXIe siècle, le plus vaste pays du monde.

Trois éléments déterminants ont permis à la Russie de s'ériger en empire. Il paraît illusoire de s'interroger sur la puissance actuelle de ce grand pays sans les rappeler, d'autant plus que Vladimir Poutine, après le reflux des années Eltsine, entend ré-affirmer la place de la Russie dans le monde eurasiatique par un retour aux éléments fondamentaux que sont :

- Une volonté constante de s'étendre de l'Europe à l'Asie et de s'ouvrir au monde en atteignant les mers chaudes ;
- Une conception du pouvoir intérieur sans concession accompagnée dans les faits d'une prise en compte pragmatique du facteur religieux et de la mosaïque de populations ;
- Une puissance fondée sur les richesses naturelles et le recours immodéré au réservoir humain.

### **11) Entre Europe et Asie: les étapes de la construction d'un empire.**

Bien que la richesse de l'histoire de la Russie ne la dispose pas à des résumés simplistes, on peut dégager sept périodes clefs pour comprendre l'édification de « l'empire d'Eurasie ».

**Au IX<sup>e</sup> siècle**, sous l'impulsion des Varègues, commerçants d'origine scandinaves, les Slaves orientaux se regroupent pour former la principauté de Kiev. Organisée autour de voies commerciales fluviales, cette principauté va s'ouvrir à l'influence de Byzance par le cours du Dniepr qui la relie à la mer Noire : c'est l'entrée du christianisme en terres slaves<sup>1</sup>.

**Au XIII<sup>e</sup> siècle**, morcelées par des guerres de succession à l'intérieur et en proie à la poussée mongole qui traverse la Volga, les principautés russes deviennent vassales du grand khan de la Horde d'or dès 1240.

**Au XV<sup>e</sup> siècle**, après deux siècles de domination mongole, Ivan III se lance depuis la principauté de Moscou à la reconquête des territoires russes (1462). Victorieuse, cette démarche de libération met fin à la suzeraineté mongole en Russie, jusqu'aux contreforts occidentaux de l'Oural.

**Au XVI<sup>e</sup> siècle**, la Russie prend les traits d'un empire à vocation asiatique. En effet, l'étape de libération n'aura été que transitoire, puisque d'une volonté d'indépendance, les Russes passent à une politique d'expansion vers l'Est sous l'impulsion d'Ivan IV « le terrible » (1533-1584). En conquérant les khanats de Kazan, d'Astrakhan et de Sibir entre 1552<sup>2</sup> et 1584, le tsar commence l'histoire de l'Empire russe en offrant à son peuple des territoires situés à l'Est de l'Oural, barrière naturelle, -certes loin d'être infranchissable<sup>3</sup>-, qui bordait jusque là les foyers de peuplement russes, et en y intégrant pour la première fois des peuples non russes et non orthodoxes.

**Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle**, Pierre le grand, l'un des premiers Romanov, entreprend l'extension de la Russie vers l'Ouest. Pendant plus de vingt ans (1700-1721), le tsar combat la Suède afin d'ouvrir une « fenêtre sur l'Europe » et de faire de son pays une puissance européenne. Inscrivant dans la pierre son rêve d'expansion en déplaçant le centre de gravité de son empire vers l'ouest, le tsar fonde en 1703 St Pétersbourg, sa nouvelle capitale, sur les rives de la Baltique conquises sur les Suédois. La poussée de l'Empire vers le sud se poursuit par l'atteinte de la mer d'Azov mais, nourrissant des desseins eurasiatiques, Pierre le grand ne néglige pas les territoires orientaux : il colonise une Sibérie immense et désertique, ouvrant des relations commerciales avec la Chine des Qing.

**A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle**, Catherine II poursuit l'élargissement des frontières de l'empire tous azimuths :

- en Europe centrale avec l'annexion d'une partie de la Pologne ;

---

<sup>1</sup> Les saints Cyrille (827-869) et Méthode (825-885) ont traduit la Bible et les livres liturgiques en langue slave. Cyrille aurait pour cela inventé un alphabet approprié dit glagolitique, qui, simplifié, est devenu l'alphabet cyrillique.

<sup>2</sup> 1552, date de la prise de Kazan, est la date fondatrice de l'empire retenue par Hélène Carrère d'Encausse dans son ouvrage « l'empire d'Eurasie »

<sup>3</sup> L'Oural culmine à 1894m. Cette barrière naturelle constitue une traditionnelle limite entre Europe et Asie.

- au Sud avec l'annexion de la Crimée (accès à la mer noire) et la poussée jusqu'au Caucase ;
- à l'Est enfin avec le franchissement du détroit de Béring et la prise de l'Alaska.

**Au XIXe siècle**, l'empire pare ses territoires d'un glacis protecteur :

- au Nord l'annexion de la Finlande,
- dans le Caucase, en conquérant après la Géorgie et l'Azerbaïdjan, les régions arméniennes d'Erevan et de Nakhitchevan.
- en Asie centrale, en prenant le contrôle du Kazakhstan (1816) puis du Turkestan (1876)
- en Extrême orient enfin, en évinçant la Chine de la rive gauche du fleuve Amour pour fonder en 1860 un port sur le Pacifique : Vladivostok (éloquent quant à la volonté hégémonique russe, ce terme signifie : « celui qui domine l'Orient »).

Ce tableau rapidement brossé de la construction de l'Empire russe, dont nous nous demandons aujourd'hui s'il a les capacités de se maintenir comme centre de puissance, démontre que le besoin de dominer les grands espaces allant de l'Europe à l'Asie est pour la Russie une tendance lourde fortement inscrite dans l'Histoire. Il est probable qu'elle ait du mal à y renoncer.

## **12) Une conception du pouvoir intérieur sans concession doublée d'une prise en compte pragmatique du facteur religieux et de la mosaïque de populations.**

### 121) Une conception autocratique du pouvoir.

« On désire introduire une constitution en Russie(...) L'Europe occidentale démontre que cette idée repose sur un mensonge (...) La Russie est forte par l'autocratie, par la confiance réciproque, illimitée, qui existe entre le peuple et le tsar intimement unis » (K. P. Pobiedonotsev<sup>4</sup>, en 1881). Cette sentence, prononcée par le précepteur du tsar, procureur général du Saint Synode, démontre la survivance du caractère autocratique du pouvoir en Russie près d'un siècle après la révolution française, dont nous savons que Catherine II, despote éclairée pourtant entourée de philosophes des Lumières, l'a honnie<sup>5</sup>. Cette phrase laisse paraître également l'image négative que l'Eglise orthodoxe

<sup>4</sup> Konstantine Petrovitch Pobiedonotsev (1827-1907) fut le précepteur d'Alexandre III. Hostile aux réformes, il lui inspira une politique ultraconservatrice.

<sup>5</sup> « La chute de cette prison (la Bastille) et le premier triomphe d'une liberté orangeuse transportèrent les négociants, les marchands, les bourgeois et quelques jeunes gens d'une classe élevée. Français, Russes, Danois, Allemands, Anglais, Hollandais, tous, dans les rues, se félicitaient, s'embrassaient, comme si on les eut délivrés d'une chaîne trop lourde qui pesait sur eux.

véhicule traditionnellement au sujet de l'Occident et qui, au regard des déclarations actuelles du patriarche de Moscou, reste d'actualité.

Si l'absence de liberté sous le régime soviétique est connue à travers les nombreuses déportations en Sibérie, les purges de Staline, les déplacements autoritaires de populations ou la censure de Soljenytsine, le phénomène n'est pas né ex nihilo de la révolution de 1917.

En effet, sous les règnes d'Alexandre III (1881-1894) et de Nicolas II (1894-1917), la presse était rigoureusement surveillée, les ouvrages pénétrant en Russie « passés au caviar »<sup>6</sup> (passages jugés subversifs noircis), les universités étaient soumises à une forme de régime militaire et les assemblées de paysans étaient placées sous la dépendance de fonctionnaires... Dès Pierre le Grand, le pouvoir du tsar avait été renforcé dans ses dimensions exécutive et spirituelle : une police puissante fut créée, munie d'un rouage principal, la chancellerie secrète, véritable inquisition d'Etat. Cette police, placée au dessus des lois, devient l'organe essentiel de l'autocratie russe. Epaulé par une police entièrement dévouée, Pierre le Grand s'est arrogé de plus l'autorité spirituelle en supprimant le patriarcat dont l'influence était considérable et pouvait contrebalancer celle du tsar. Dès lors, un collège d'évêques l'a remplacé, le Saint-Synode, au sein duquel le souverain est représenté par un procureur général. Par ce moyen, le tsar avait le clergé dans sa main et, neutralisant une source de contestation possible, se donnait un moyen d'influence supplémentaire sur ses sujets.

En Russie, la concentration des pouvoirs dans les mains d'un tsar ou d'un président du soviet suprême est une tradition profonde que les occidentaux, habitués à divers régimes démocratiques depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, ont du mal à concevoir.

### 122) Le facteur religieux en Russie.

Après environ soixante-dix années d'un système soviétique anticlérical, on pourrait douter de la vigueur et d'un quelconque rôle des religions sur les territoires de l'ex URSS. Or il s'avère que le fait religieux, qu'il soit orthodoxe, catholique uniate<sup>7</sup> (en Ukraine) ou musulman, possède un poids certain

---

*La crainte de déplaire à l'impératrice arrêta bientôt ce premier mouvement. Pétersbourg n'était pas un théâtre sur lequel on pût, sans dangers, faire étalage de pareils sentiments ».*  
(Comte de Ségur, alors ambassadeur de France en Russie –*Mémoires*–)

<sup>6</sup> Ces mesures sont à mettre en perspective avec cette oukaze de 1672 :

« Il est sévèrement défendu aux gens de toutes classes, habitants des villes, des faubourgs, des districts, des villages et des hameaux, de garder ouvertement ou secrètement des livres imprimés en latin ou en polonais ».

Ou encore :

« Il est inutile d'envoyer des livres étrangers à Moscou puisque Moscou possède sa propre imprimerie et qu'elle abonde en livres ». (Ordre gouvernemental de 1675).

<sup>7</sup> L'Eglise Uniate fait partie des Eglises catholiques unies à Rome mais conservant leur liturgie, leur langue et leurs traditions orientales.

dans la géopolitique contemporaine de la Russie. A l'heure où les Etats-Unis et les néo conservateurs font de plus en plus référence à Dieu dans une approche protestante, il apparaît que les racines religieuses de la Russie, qui ont survécu à la chape de plomb soviétique, révèlent des clivages anciens dont il convient de ne pas minimiser la portée.

**Ainsi, l'orthodoxie** apparaît comme un élément identitaire et politique majeur en Russie aujourd'hui. Sur 220 millions de chrétiens orthodoxes dans le monde, plus de la moitié vit en Russie. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, Moscou estime occuper la place de « troisième Rome »<sup>8</sup>, à qui Dieu aurait confié la tâche de sauver le christianisme, Constantinople étant tombée en 1453 et Rome ayant « trahi » le message du Christ avec une papauté au rôle démesuré et une approche différente de la doctrine. Enfin, parce que la ligne de partage entre les chrétiens de rite catholique (Pologne et ouest de l'Ukraine avec les uniates) et ceux de rite byzantin est sensiblement la même que celle du schisme d'Orient remontant à 1054<sup>9</sup>. En effet, la Pologne catholique et l'Ukraine partagée entre orthodoxie et catholicisme uniates sont restées des satellites de la Russie pendant des décennies sans y être intégrées et aujourd'hui, leur fuite vers l'Europe semble inéluctable et définitive...

Se considérant comme l'héritière du monde byzantin, Moscou aura mêlé dans sa politique extérieure panslavisme et défense de l'orthodoxie. Ces racines sont si ancrées dans l'histoire que la vague de fond soviétique n'aura pas réussi à les éradiquer : entre 1917 et 1987, six cents évêques, quarante mille prêtres, cent vingt mille moines et moniales ont été assassinés. Or aujourd'hui, il est remarquable de constater que l'église orthodoxe russe est un argument supplémentaire dont Vladimir Poutine, ancien membre d'un KGB qui persécuta la liberté religieuse, se sert pour s'attacher le soutien d'une partie de la population. C'est ainsi que, religion patriotique, l'Eglise orthodoxe manifeste sa défiance vis-à-vis de l'Occident à travers la voix du patriarcat de Moscou qui fustige notamment l'élargissement de l'OTAN vers l'Est. Dans les années 1880, Pobiedonotsev n'aurait pas dit autre chose. D'autre part, le rôle de champion de l'antiterrorisme que s'est attribué Poutine s'inscrit dans une certaine vision de la résistance de l'orthodoxie face à l'Islam, donnant une légitimité supplémentaire au président russe dans sa guerre en Tchétchénie. Nul besoin dans ces conditions de disposer d'un procureur du saint synode pour instrumentaliser la religion.

---

<sup>8</sup> L'idée de troisième Rome qui apparaît pour la première fois vers 1520 sous la plume d'un moine de Pskov, Philothée, est une conception purement eschatologique de l'histoire : en restant fidèle à la vraie foi, la Russie deviendrait le dernier royaume chrétien après Rome et Constantinople, un accomplissement, une sorte de « fin de l'histoire ».

<sup>9</sup> Voir annexe 1 : *géographie des religions*.

123) La différence de traitement à l'égard des religions minoritaires comme l'Islam participe de la politique pragmatique et volontiers séparatiste menée par les souverains russes depuis l'époque des tsars. Après des périodes de répressions rudes sous Pierre le Grand (destruction des mosquées prosélytes en 1728) qui pratique une politique de conversion allant de la peine de mort à l'exemption d'impôt pendant trois ans pour tout musulman converti à la religion orthodoxe, Catherine II prétend « tolérer toutes les religions » dans une déclaration de 1773 : il ne s'agit plus d'imposer la religion officielle par la force. L'islam reçoit même un statut administratif propre qui en fait l'une des religions légales de l'empire. C'est ainsi qu'en 1782, le mufti d'Orenbourg est nommé par décret par le gouvernement russe et qu'il est rétribué par ce même gouvernement.

Le pragmatisme russe et l'habileté de sa politique religieuse sont une force de l'empire. En multipliant les statuts différents, le pouvoir central a su créer des clivages entre musulmans et faire avorter toute tentative de front islamique uni sur les terres russes. L'inégalité de traitement des Tatars de Kazan et des Tatars de Crimée l'illustre parfaitement : les premiers ont été christianisés brutalement (répression et confiscation des biens), les seconds ont pu conserver leurs biens et leur clergé, qui de facto s'est montré prêt à collaborer avec la capitale russe. Lorsque la plaine kazakhe a été investie par les troupes russes en 1816, la politique menée a préservé les nomades en ne touchant pas aux privilèges de la noblesse kazakhe tout en respectant l'Islam et les traditions locales. C'est ainsi qu'une politique subtile et originale fondée sur la coopération mêlant traditions et modernité a été menée entre 1840 et 1890.

Dans la même optique, une attitude modulée a été de mise vis-à-vis des églises chrétiennes du Caucase : celle de Géorgie a été placée autoritairement sous tutelle quand celle d'Arménie a été respectée. Là encore, la Russie a réussi à se prémunir contre un front chrétien uni au Caucase et garde l'Arménie au nombre de ses alliés fidèles.

### **13) Une puissance fondée sur l'immensité du heartland, le recours immodéré au réservoir humain et les richesses naturelles.**

131) L'immensité et la démesure au service de la Russie.

L'immensité est une notion indissociable de l'essence russe : la grande armée de Napoléon et les troupes d'Hitler se sont perdues dans la profondeur stratégique russe. Pendant des siècles, la démesure de la Russie aura été l'une de ses forces majeures : démesure territoriale où s'usent les matériels,

démésure climatique dont le « général hiver » frappe les forces armées hostiles<sup>10</sup>, démesure démographique et consumérisme humain contre lesquels les bataillons ennemis se sont épuisés. Pour mémoire, la deuxième guerre mondiale, que les Russes commémorent comme la « grande guerre patriotique », a coûté 20 millions de morts à l'Union soviétique. Depuis le refus du joug mongol au XV<sup>e</sup> siècle, la Russie n'a jamais été conquise et au XXI<sup>e</sup> siècle encore, malgré la perte de l'influence sur les pays satellites de la Russie de l'ère soviétique, cette notion de terre inexpugnable semble garder toute sa pertinence.

### 132) Les richesses naturelles

Aujourd'hui encore, la Russie détient de considérables réserves naturelles qui ont permis son industrialisation et lui permettent aujourd'hui de bénéficier de la conjoncture économique favorable aux exportateurs d'hydrocarbures. Loin devant l'Iran qui avec 15.3% occupe le deuxième rang des producteurs de gaz au plan mondial, la fédération de Russie détiendrait plus de 45 % des réserves mondiales de gaz quand elle s'arroge 21.9 % du marché mondial. 50.4 % des importations de gaz des pays européens proviennent de Russie<sup>11</sup>, et l'on a pu mesurer le pouvoir de pression que possède Vladimir Poutine dans la crise du gaz ukrainien, où la fédération de Russie a réussi à imposer ses conditions, obtenant une augmentation du prix du gaz apparemment modérée par le truchement du gaz kazakhe. Le groupe RossOukrEnergo, qui fournit le gaz kazakhe selon l'accord russo-ukrainien du 4 janvier 2006, voit la moitié de ses parts contrôlées par Gazprombank, la filiale bancaire du groupe Gazprom...

## **II) Une perte de leadership incontestable ...**

Ainsi, la Russie a pu asseoir sa puissance sur une volonté continue d'expansion territoriale, une conception du pouvoir autocratique intransigeant quel que soit le régime et sur les proportions hors normes de ses richesses naturelles et démographiques. Mais au terme d'un XX<sup>e</sup> siècle dominé par le bras de fer entre l'URSS et les Etats-Unis, la Russie a perdu, sans doute définitivement, le rôle mondial qu'elle s'était attribuée à travers le messianisme révolutionnaire.

---

<sup>10</sup> On a coutume de citer les déroutes de Napoléon I<sup>er</sup> et de Hitler en Russie, mais en 1709, le roi Charles XII de Suède, pourtant craint de Pierre le Grand, s'était déjà trouvé vaincu face à la politique de terre brûlée menée par le tsar. Les témoignages de cette campagne rapportent que l'hiver 1709 était si terrible que « *les corbeaux tombaient en plein vol tués par le froid* » (cité par Malet et Isaac dans « Histoire des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles » Hachette). Voltaire, qui a mené un véritable travail d'historien pour son « *Histoire de Charles XII* » parue en 1731, a recueilli les témoignages de nombreux témoins oculaires à ce sujet.

<sup>11</sup> Voir annexe 3 carte 2 : *Géopolitique des tubes*

## **21) L'humiliation de la perte de son influence régionale et mondiale (années Eltsine...)**

211) L'Union Soviétique a perdu la main mise qu'elle avait sur les 14 républiques socialistes<sup>12</sup> pendant plus d'un demi-siècle et qui formaient avec la Russie un ensemble géographique cohérent. Aujourd'hui, la Fédération de Russie occupe 76% de l'espace que couvrait l'URSS (soit encore 17 millions de km<sup>2</sup>, presque l'équivalent des Etats-Unis et du Canada réunis) et sa population est passée de 260 millions à 144 millions d'habitants. En 1992, la CEI a ouvert une ère à une communauté d'Etats indépendants qui, sous l'impulsion de Boris Eltsine, décident du degré de dépendance ou d'interdépendance qui les lie à Moscou désormais. Cette décision a rompu avec la tradition de russification qui consista à imposer la langue russe, convertir les populations à la foi orthodoxe et muter des Russes dans les postes d'administration.

Jusqu'à l'explosion du bloc de l'Est, la Russie, noyau dur de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, aura maintenu sa puissance à travers un système idéologique qui aura servi des intérêts géopolitiques définis depuis le XVIe siècle sous un régime différent. Si l'essence nationale russe a défini l'empire jusqu'en 1917, qu'il ait été appelé Empire russe (Russkaïa) ou au XIXe siècle Empire de Russie (Rossiiskaïa), les bolcheviks, soucieux de couper les liens avec le passé, ont cru faire primer l'idéologie sur la géographie en lui donnant le nom de soviét. Il n'en demeure pas moins que la révolution russe et l'idéologie communiste dont elle est issue, auront « servi » la Russie dans sa dimension géopolitique en reprenant ses tendances eurasistes, avant d'entraîner son déclin après l'échec final du bloc de l'Est. Appartenant au clan des vainqueurs en 1945, la Russie a bénéficié d'un partage du monde très favorable et d'une dimension diplomatique incontournable au plan international. Sa place au conseil de sécurité de l'ONU et la valeur de son veto pour toute résolution pouvant avantager les intérêts américains auront bloqué les relations internationales pendant près d'un demi siècle.

Au delà des régimes et des idéologies, le sujet puis le citoyen russe a acquis l'habitude d'appartenir à une entité puissante, influente car porteuse de civilisation, qu'elle soit orthodoxe ou communiste. Les dirigeants soviétiques auront d'ailleurs su mêler habilement le sentiment national aux idéaux marxistes, comme en leur temps les tsars l'ont fait avec la foi orthodoxe. La perte de crédibilité

---

<sup>12</sup> Hormis les pays baltes, les anciennes républiques socialistes soviétiques sont devenues aujourd'hui un « proche étranger » sinon à reconquérir, du moins à conserver dans la sphère d'influence de Moscou. L'attitude de la Russie apparaît en revanche sans illusion quant à son influence déterminante dans ses anciens satellites, les PECO (pays d'Europe Centrale et Orientale).

mondiale n'en est que plus pénible pour les Russes, persuadés d'appartenir à une grande puissance eurasiatique détenant la vérité, orthodoxe ou socialiste.

#### 212) Une perte de crédibilité au plan mondial : le révélateur de la guerre du Kosovo (avril 1999)

L'intervention de l'Occident en Ex-Yougoslavie a profondément détérioré ses relations avec la Russie tout en étant le révélateur du peu de cas qui était fait de « l'épouvantail russe ». Avant les frappes de l'OTAN, ces relations étaient moins conflictuelles et au terme d'intenses négociations, un accord était même intervenu entre le Secrétaire Général de l'OTAN, M. Solana, et M. Primakov, ministre des Affaires Etrangères de la Russie, donnant naissance à « l'Acte Fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Russie ».

Avant le début des frappes aériennes contre la Serbie, les dirigeants russes ont multiplié les déclarations affirmant leur plein soutien à la république fédérative de Yougoslavie. Arguant du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Russes estimaient que la crise du Kosovo était une crise intérieure et de facto devait être réglée par les Serbes eux-mêmes. Le 14 octobre 1998, la Douma a adopté une résolution qualifiant toute action militaire de l'OTAN contre la Yougoslavie comme une « atteinte à la sécurité de la fédération de Russie ». Pendant la guerre froide, une telle résolution aurait peser sur toute intervention.

La Russie n'a pas infléchi sa position aux conférences de Rambouillet (6-23 février 1999) et de Paris (15-18 mars 1999). Si la Russie est favorable à une large autonomie pour le Kosovo et ne nie pas la nécessité d'exercer des pressions sur Belgrade pour obtenir un compromis, elle récuse tout recours à l'emploi de la force. Le chef de la délégation russe a refusé de cautionner l'ultimatum implicite de l'OTAN et n'a paraphé qu'une partie de l'accord intermédiaire. Le 18 mars, la Russie n'était pas représentée à la cérémonie de signature du document final.

« L'Opération Force Alliée » est déclenchée le 24 mars 1999 sous la forme de bombardements aériens qui vont durer jusqu'en juin 1999. Armées essentiellement par les Américains, les forces alliées bombardent surtout les objectifs militaires et économiques en Serbie.

La Russie ne s'est pas opposée à la résolution 1203 du 24 octobre 1998 du conseil de sécurité des Nations Unies sur la base du chapitre 7 de la charte des Nations Unies. Elle aura exprimé sans succès son opposition à l'intervention de l'OTAN dans le cadre du Conseil Conjoint permanent.

Sur l'échiquier international, cet échec diplomatique retire alors, au moins temporairement, toute crédibilité à ce géant déchu que l'Américain Brzezinski considère avec un réel mépris.

## **22) Un affaiblissement territorial dû à la perte des périphéries et à l'hétérogénéité de la Fédération de Russie.**

### 221) Un déplacement du centre de gravité vers l'Est.

La fin de l'empire soviétique signifie globalement pour la Russie une perte territoriale à l'ouest et un maintien à l'Est. L'équilibre géopolitique de la Russie est ainsi transformé dans la mesure où la perte des Etats baltes, de la Moldavie et de l'Ukraine a éloigné la Russie de l'Europe tout en lui conservant son espace asiatique. Certes avec les territoires situés à l'Est de l'Oural, la Russie dispose d'un espace peu peuplé mais pourvu des ressources indispensables au développement russe (le pétrole exploité dans le 3<sup>e</sup> Bakou et les réserves de gaz d'Ourengoï se situent à l'Est de l'Oural, entre l'Ob et l'Iénisséï). Mais l'accès aux mers qui fut un point clef pour tous les souverains russes<sup>13</sup> et soviétiques se réduit à une petite partie sur la Baltique avec St- Pétersbourg mais surtout Kaliningrad (irremplaçable car toujours libre de glace); sur la mer de Barents avec Mourmansk (libre de glace grâce au prolongement de la dérive Nord-Atlantique) et à un seul port sur la mer Noire, Novorossisk. Le grand port militaire de Sébastopol qui reste la base principale de la flotte russe en Mer Noire est situé quant à lui en Crimée, république autonome au sein de l'Ukraine depuis 1992<sup>14</sup>.

Ce déclin de la présence russe sur les mers donne une importance supplémentaire à la façade pacifique dont elle garde la maîtrise. Ainsi, la Russie est écartelée entre un destin européen qu'elle a toujours revendiqué mais qui se dérobe et les possibilités que lui ouvre l'Asie.

### 222) La Russie et son proche étranger : la nouvelle donne

Comment la Russie peut-elle compenser le contrôle qu'elle exerçait sur les 14 républiques soviétiques ?

#### La CEI pour remplacer l'URSS ?

---

<sup>13</sup> Admiratif de la civilisation occidentale, Pierre le Grand entendit donner un destin européen à son empire en « perçant une fenêtre » dans la muraille suédoise, polonaise et turque qui séparait la Russie de l'Occident.

<sup>14</sup> La Crimée n'a été rattachée à l'Ukraine qu'en 1954 par Krouchtchev. Elle est aujourd'hui peuplée à 67% par des Russes.

La CEI naît le 21 décembre 1991 à Alma Ata<sup>15</sup>. Elle regroupe alors les anciennes républiques soviétiques à l'exception des pays Baltes et de la Géorgie, en prise avec une guerre civile. Evgueni Primakov, ministre des affaires étrangères de la Russie en 1996, voit dans la CEI le seul moyen pour la Russie de recouvrer sa puissance perdue avec l'empire. Il prône alors une organisation structurée de la CEI car constate que les jeunes républiques, 5 ans après leur indépendance, ont eu le temps d'être déçues par l'immobilisme de l'Occident et de mesurer les pertes engendrées par la fin des échanges qui prévalaient sous l'Union soviétique. Affaiblies comme la Géorgie en prise avec un conflit avec l'Abkhazie, ces républiques opèrent une démarche de ralliement volontaire à la CEI. Après 15 mois d'une guerre malheureuse contre les Abkhazes et les Ossètes et la migration forcée de 200 000 Géorgiens de retour au pays, l'adhésion de la Géorgie à la CEI permet au géant russe de s'assurer la permanence de quatre bases militaires en territoire géorgien. Ce retour légal de la Russie au Caucase fut un réel succès pour Moscou, même s'il sera de courte durée, l'influence de l'OTAN venant la concurrencer en 1999...

La CEI, en s'élargissant dès 1994, pouvait rêver de devenir une union concurrente ou similaire à l'Union Européenne. L'objectif russe était avant tout l'établissement d'une coopération en politique étrangère et la formation d'un système de sécurité collective fondé sur des forces armées multinationales, qui serait une réplique à l'OTAN ou un substitut au pacte de Varsovie. Mais cette volonté se frotte aux velléités d'indépendance militaire des Etats et au « grand jeu » américain.

La CEI est finalement une communauté à géométrie variable fragilisée par les désaccords politiques ou des intérêts divergents.

Les **trois pays baltes** sont définitivement sortis de l'influence russe pour retrouver l'Europe. Les autres ex-républiques soviétiques, à la recherche de nouvelles structures, multiplient les accords multilatéraux, créant un nouveau maillage censé pallier les liens rompus avec Moscou. Ces quelques exemples suivants montrent que les divers partenariats permettent à certains Etats de rester liés à la Russie (Kazakhstan) tout en tissant par ailleurs des liens avec des Etats qui refusent toute relation privilégiée avec l'ex « grand frère » (Ukraine).

En 1994, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan créent une Union douanière centre-asiatique. En 1995, la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan créent une union douanière. Ils sont rejoints par le Kirghizistan en 1996.

---

<sup>15</sup> Alma Ata était la capitale de la république soviétique du Kazakhstan. Le président Nazarbaev a depuis transféré la capitale à Astana.

26 avril 1996 : la Russie crée l'OCS, Organisation de Coopération de Shanghai<sup>16</sup>, avec le **Kirghizistan**, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le **Tadjikistan** et la Chine.

En 1999, la Géorgie, l'Ukraine, la Moldavie, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan se regroupent au sein du GOUAM, qui scelle leur partenariat privilégié.

Cette palette de partenariats est exemplaire des différents liens qu'entretiennent les ex républiques soviétiques avec la Russie.

Ainsi **L'Ukraine** prend ses distances avec Moscou et se rapproche des Etats de la CEI pouvant lui fournir des matières premières (Kazakhstan et Azerbaïdjan) tout en se tournant vers l'Union européenne avec qui elle a des accords de partenariat et de coopération depuis 1994.

Au Caucase, la Russie a deux partenaires peu fiables, la **Géorgie et l'Azerbaïdjan** qui sont déstabilisés par de graves conflits internes, et qui pourraient à terme demander à intégrer l'OTAN<sup>17</sup>.

**L'Arménie** se pose comme seul allié loyal, car elle compte sur l'appui russe face à l'Azerbaïdjan. Mais les efforts de médiation occidentaux et principalement américains dans le conflit du Karabakh ont empiété sur le rôle traditionnellement protecteur de la Russie dans la région. Ceci incite les Arméniens à regarder au delà du cadre de la CEI.

**L'Ouzbékistan** s'est retiré du système de sécurité collective et n'attendait de la CEI qu'un rôle de zone de libre échange. Mais la rupture avec les Américains, sommés de quitter la base de Karshi-Khanabad en 2005, ainsi que la mise à l'index de Tachkent par l'Union européenne après le massacre de civils à Andijan, tendent à rapprocher l'Ouzbékistan de la Russie par le biais de l'OCS.

**Le Turkménistan**, riche de son gaz naturel, garde ses distances avec la Russie.

**Le Kazakhstan** est autant peuplé de Russes que de Kazakhs : le président Nazarbaev plaide pour une intégration et affirme un soutien inconditionnel à la CEI.

A l'Ouest, **la Moldavie** est un allié incertain malgré le succès des communistes locaux en 2001 et la dissidence de la Transnistrie, où stationne toujours la XIVe armée russe. En 1992 encore, la Moldavie a du faire appel à l'intervention des forces armées de la CEI pour régler les violents affrontements entre russophones et Moldaves. Mais la Moldavie semble sortir de l'influence russe (98% de ses hydrocarbures viennent de ce pays) grâce à la construction d'un terminal pétrolier le long du Danube et en affirmant le caractère latin de son peuple : après un retour à l'alphabet latin en 1989, la langue russe est devenue facultative en 2002. Vers un glissement européen, à l'instar de son voisin roumain ?

L'Etat qui demeure le plus pro-russe est **la Biélorussie** qui a signé l'acte d'unissant à la Russie le 8 décembre 1999, 8 ans jour pour jour après la dissolution de l'URSS. Le président Loukachenko aspire

---

<sup>16</sup> Voir annexe 4 : *L'organisation de coopération de Shanghai*.

<sup>17</sup> Voir annexe 5 : *L'élargissement de l'OTAN*.

à retrouver l'unité perdue, mais la forme brejnévienne de sa gouvernance et son désir de placer une alternance russe biélorusse à la tête de l'ensemble slave réunifié font de cet Etat un allié encombrant.

Ainsi, la CEI n'est ni une Union européenne en formation, ni une copie de l'OTAN du fait de la montée de forces centrifuges.

La méfiance des Etats indépendants a entraîné la prudence de Poutine qui, réaliste, est partisan d'une coopération avec « l'étranger proche » pour peu que la Russie s'y retrouve, et sa priorité reste la sécurité collective face à la montée de mouvements extrémistes à ses frontières et face à l'essor du terrorisme. Ainsi, la CEI qui était dans l'esprit de Primakov une compensation à la perte de l'empire n'est même pas une zone d'influence acquise aux intérêts russes.

Le compromis de Poutine avec les Etats-Unis: pari à long terme ou nécessaire « abdication » ?

L'attentat du 11 septembre 2001 a permis un retour de la Russie sur la scène internationale dans la mesure où V. Poutine s'est posé en champion de la lutte antiterroriste. En se joignant aux Etats-Unis, elle est redevenue un acteur important du jeu international. Ce faisant, la Russie a ouvert aux Américains la porte de ses marchés historiques dans la mesure où les lieux de développement du terrorisme se situent aux abords de la Russie en l'Afghanistan, au Tadjikistan et au Caucase.

Moscou a donc donné son accord pour l'implantation de bases américaines en Ouzbékistan, au Tadjikistan et en Azerbaïdjan. La Géorgie, après avoir réclamé le retour de la Russie, s'est retirée du traité de sécurité collective de la CEI en réclamant le remplacement des troupes de maintien de la paix russes par des troupes fournies par des membres de l'OTAN.

223) L'hétérogénéité de la Fédération de Russie

Russkie et Rossiani : la perte d'influence du « citoyen russe » par rapport au « citoyen de Russie ».

La Russie, en reprenant le nom de la nation qui toujours occupa son espace, garde une caractéristique de son histoire impériale mouvementée : elle reste multiethnique et multiculturelle. Les tsars ont toujours dû composer avec une mosaïque de peuples, tantôt en appliquant une politique de conversion forcée comme celle menée par Pierre le Grand, tantôt en faisant preuve d'une certaine tolérance qui n'avait d'autre but que d'instrumentaliser les élites en place pour dominer les contrées. C'est pourquoi les Russes vivent aujourd'hui encore au contact d'autres peuples dont 20 millions de musulmans

installés le long de la Volga et au Caucase, dans des régions qui leur appartiennent historiquement. Rappelons en effet que la cohabitation et le mélange des peuples n'est pas le fruit de migrations diverses et réciproques mais celui de la seule avancée russe sur les terres d'autres peuples. De ce fait historique provient la distinction entre deux citoyennetés : les Russes de Russie (*Russkie*) et l'ensemble des Russes et habitants de l'espace placés sous l'autorité russe (*Rossiani* : « de Russie »). Aujourd'hui, les Russes sont majoritaires dans leur Etat, ce qui leur donne une cohérence et une assurance nouvelles mais ils éprouvent la profonde humiliation d'appartenir à une patrie réduite dans ses dimensions territoriales et humaines, déchu du statut impérial et de celui de superpuissance qui, sous des formes diverses, fut le sien pendant des siècles.

### L'essor des particularismes culturels et linguistiques.

Dans le même temps, les non-Russes reprennent conscience de leurs droits nationaux dans la mesure où d'autres peuples de l'ancien empire ont accédé à une indépendance qui leur est refusée. Rappelons que le 31 mars 1992, la Russie s'organise en fédération de Russie par la signature de 18 républiques de Russie, à l'exception du Tatarstan et de la Tchétchénie. Le Tatarstan n'a signé un traité bilatéral l'unissant à la Russie qu'en 1994 aux termes duquel il est uni à la fédération sur la base de ce texte et des deux constitutions, tatare et russe.

Au delà de politiques diverses menées sous les tsars, la Russie a toujours prôné la centralisation tout en pratiquant la diversité des statuts. Elle doit redéfinir aujourd'hui une nouvelle « pax russica » car celle-ci ne lui est plus acquise depuis l'appel à l'autodétermination totale lancé par Boris Eltsine : « *prenez autant d'indépendance que vous le pourrez !* »<sup>18</sup> Les Tchétchènes ont répondu à cet appel en le considérant dans son acception la plus large, à savoir une réelle et totale indépendance. La constitution fédérale de décembre 1993 a consacré les frontières issues du processus d'indépendance qui a eu lieu de 1989 à 1991. Ainsi, la Russie est un « Etat de droit multinational » qui inclut dans ses frontières 89 sujets<sup>19</sup> dont 21 organisés en républiques, comme le Tatarstan, l'Ingouchie et ... la Tchétchénie. Signe des temps ou mouvement de balancier de l'histoire, le Tatarstan, terre d'Islam, a décidé de renouer avec son passé d'avant la conquête russe en reconstruisant la grande mosquée de Kazan qu'Ivan le Terrible avait fait raser en ... 1522. Au plan culturel, la langue tatare occupe une place centrale dans la vie de la république et la langue russe, dont la population est égale à celle des

---

<sup>18</sup> Premières paroles prononcées en août 1990 par Boris Eltsine à Kazan, la capitale tatare, lors de son premier voyage en tant que président fraîchement élu du Soviet Suprême de Russie.

<sup>19</sup> Voir annexe2 : *Composition de la Fédération de Russie.*

Tatars au Tatarstan, est affaiblie par la place accordée aux langues des autres minorités. Cependant, en décidant un compromis avec Moscou, le Tatarstan a trouvé les conditions d'une paix semble t-il durable.

Mais le fonds culturel russe qui dominait sur l'empire recule à grands pas dans certaines contrées de la fédération...

### Les soubresauts du Caucase.

La Tchétchénie a gardé des rancoeurs du sort qui a été réservé au Nord-Caucase en 1859 au terme de la guerre du Caucase, ainsi que de la « punition » infligée par Staline durant la deuxième guerre mondiale en déportant les Tchétchènes accusés de collaboration<sup>20</sup>. En 1956 la reconstruction d'une république tchétchéno-ingouche sous Kroutchtchév (regroupement machiavélique d'ethnies sous l'argument fallacieux d'une hypothétique identité commune vainakh pour justifier la manipulation territoriale) rendait aux Tchétchènes un territoire où ils ne représentaient plus que 41% de la population. En 1991, le général Doudaev, qui pour les Russes prend les airs d'un nouveau Chamil<sup>21</sup>, réalise le vieux rêve tchétchène d'un état homogène. Pourvue de peu de ressources, la Tchétchénie s'engage alors dans une dynamique de zone franche où son économie s'appuie sur divers trafics (armes et drogue) et piratage (oléoduc menant au port de Novorossisk<sup>22</sup>). Devant le risque d'une contagion indépendantiste au Caucase entier, la guerre est déclenchée en 1994. L'enlisement de ce conflit rappelle la résistance du Caucase pendant un demi-siècle et s'inscrit dans un paysage de djihad. N'oubliant pas que 20 millions d'habitants de la Russie sont musulmans, Vladimir Poutine prend le soin de toujours distinguer les islamistes fanatiques de Tchétchénie des musulmans du reste de la Russie qui appartiennent, se plaît-il à rappeler, à l'une des religions historiques du pays.

---

<sup>20</sup> Fin février 1944, quelque 352 000 Tchétchènes ont été déportés. Le général Doudaev, né en février 1944, a connu cette déportation en Asie centrale.

<sup>21</sup> Chamil (1797-1870) issu d'une famille de nobles avares, troisième imam du Caucase, reste le plus vénéré de tous les chefs de la résistance tchétchène. Fondateur d'un Etat théocratique reposant sur la charia, il rêva d'unifier le Caucase. Il tint tête à 150 000 soldats russes pendant des années grâce à une guérilla déployée en montagne. En 1856, la fin de la guerre de Crimée permet à Nicolas Ier de concentrer ses troupes en Tchétchénie et d'écraser -très durement- les rebelles.

<sup>22</sup> Voir annexe 3 : *Géopolitique des tubes*.

## 23) Une démographie déclinante et des mouvements migratoires inversés.

### 231) La chute démographique : perspectives et bilan.

D'après le dernier recensement d'octobre 2002, la Russie hébergerait 145 millions d'habitants. Ce bilan souligne la perte d'habitants depuis 1989, où la population avait été estimée à 147 millions d'habitants. Ces variations sont d'importance et, même si elles semblent se calquer sur une tendance générale observée dans les pays d'Europe, sont la manifestation d'une profonde crise sanitaire et sociale.

En effet, au début des années 1980, les hommes vivaient en moyenne 61.5 années et les femmes 73 ans. Quinze ans plus tard, l'espérance de vie a chuté à 58 ans pour les hommes et 72 ans pour les femmes : le taux de mortalité ramène la Russie à son niveau de 1950, du à une recrudescence de la dysenterie et de la tuberculose, au suicide et aux ravages dus à l'alcool. Ces chiffres placent également la Russie derrière l'Inde ou le Pakistan. Si dans un accès de cynisme Catherine II a pu dire qu' « *un peuple ivre est facile à gouverner* », la mortalité due à la consommation d'alcools forts souvent frelatés ouvre une véritable plaie dans la population masculine russe, provoquant une mort prématurée par cirrhose ou par accident de la circulation, la Russie présentant le plus fort taux d'accidents de la route au monde (35 000 morts par an). La violence routière est aggravée par le fait que la corruption de l'administration place l'achat des permis de conduire comme une institution.

La fécondité subit une chute impressionnante et le nombre des mariages s'effondre. Actuellement, en moyenne sept mariages sur dix aboutissent à un divorce quand ce taux n'atteint pas la proportion de neuf sur dix, comme à Smolensk. Toujours imputable à l'alcool, le placement d'enfants est largement pratiqué et la Russie compte plus d'orphelins en 2005 qu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Avec un taux de natalité de 1.14 enfant par femme, qui équivaut à la moitié du taux de renouvellement des générations (2.1 enfant par femme), la Russie devrait perdre près d'1/3 de ses habitants d'ici 2050 pour atteindre le nombre d'environ 102 millions de citoyens, les projections les plus pessimistes annonçant même le chiffre de 70 millions d'âmes pour le même horizon. Conscient que la déflation démographique est un enjeu de puissance<sup>23</sup>, Vladimir Poutine a mis en place un programme d'aide aux familles et instauré un impôt pour les couples sans enfant en décembre 2005. Cette mesure, qui devra être renforcée par d'autres, ne pourra avoir d'effet notable avant 2020-2025.

---

<sup>23</sup> « *L'avenir n'est écrit nulle part. - Si, dans les registres d'état-civil* ». Alfred Sauvy

## 232) La Russie, nouvelle terre d'immigration.

### D'un maillage russe de l'empire...

L'Union soviétique s'étendait de l'Europe à l'Asie, frontalière avec la Pologne, la Chine, l'Iran et l'Afghanistan. Les nouveaux Etats sont plus localisés même si la Russie reste géographiquement eurasiatique. Les migrations intenses qui parcouraient le territoire de l'URSS lui donnaient une cohérence humaine car les nationaux qui s'expatriaient au sein de l'union conservaient un lien fort avec leur terre d'origine. Ainsi des liens personnels rattachaient le Kazakhstan, l'Ukraine et l'extrême Orient aux marges occidentales du pays ce qui permettait de tisser un réseau dense d'un territoire à l'autre, fussent-ils éloignés de milliers de kilomètres. Cet état de fait permettait « d'innover » littéralement l'empire de l'essence russe.

### ...A un recentrage de la population vers l'ouest.

Ces liens se sont en partie brisés aujourd'hui, signe d'une recomposition du territoire fondée sur la reconstitution d'Etats plus fermés sur eux-mêmes, ayant pour conséquence une rupture entre l'Orient et l'Occident de la Russie, entre Sibérie et Russie européenne. Certes, la population de la Russie a toujours été concentrée dans sa partie européenne, mais ce tropisme s'est confirmé après l'éclatement de l'URSS. La partie européenne de la Russie représente 25% du territoire de ce pays et y concentre 78% de la population, l'expansion coloniale de l'Empire s'étant interrompue pour s'inverser dès le milieu des années 1970. Les « colons de l'intérieur » qui avaient été incités à travailler dans le grand Nord ou dans les mines et chantiers sibériens par d'importantes primes et la promesse de conditions de vie meilleures ont fui ces territoires désertés à partir des années 1990. Les conditions de vie difficiles, la dégradation des moyens de production et le désengagement de l'Etat n'assumant plus les compensations financières ou en nature sont à l'origine de cette désaffection. En revenant vers l'Ouest, en Russie ou en Ukraine, ces travailleurs ont défait les liens tissés au cours des années soviétiques, créant une rupture entre l'est et l'ouest du territoire russe. L'émigration hors de Russie pour des contrées extérieures aux pays de la CEI (Allemagne, Israël, Etats-Unis...), qui se comptait à 100 000 individus en 1995, était de 62 500 en l'an 2000. Elle reste marginale et en voie de diminution, le flux migratoire étant globalement positif avec un retour en Russie des populations en provenance des Etats d'Asie centrale et dans une moindre mesure des autres Etats de la CEI et des pays baltes. Ces migrations, considérées comme internes au sein de la CEI (ex-URSS moins les Etats baltes) avant 1991, sont désormais des migrations internationales. Entre 1989 et 1998, le solde migratoire vers la

Russie est de + 4,1 millions d'habitants. De pays d'émigration, la Russie est devenue un pays d'immigration, ce qui relève d'un changement fondamental : il interrompt une longue phase d'expansion continue qui débuta au XVI<sup>e</sup> siècle, lorsque la Moscovie commença à s'étendre dans toutes les directions. Ce phénomène est typique de celui des métropoles d'empire, qui deviennent un pays de migrants après la décolonisation.

### Les migrations internes

Les migrations internes, à l'intérieur même de la Russie actuelle, sont également transformées. Les migrants générés par les politiques de colonisation sibérienne n'étaient pas des colons de peuplement mais des jeunes travailleurs saisissant une opportunité de se constituer un capital financier sur quelques années avant de retourner dans leur région d'origine. Partant, la crise des industries sibériennes, l'atténuation des politiques incitatives volontaristes de l'Etat pour peupler la Sibérie et le changement de priorité économique de la Russie qui voit un développement rapide des services au détriment de la grande industrie conduisent à un retour rapide des Russes de Sibérie vers la partie européenne de l'ex-URSS. L'espace sibérien, aujourd'hui terre d'émigration vers l'Ouest, s'offre comme une terre d'immigration sur l'Extrême Orient, la main d'œuvre russe étant partiellement remplacée par une migration en provenance de Chine.

La Russie, autrefois parcourue par des flux incessants de population entre l'Est et l'Ouest, maintenant ainsi un tissu humain et économique fort, est aujourd'hui remplacé par un Etat plus éclaté: la partie orientale s'ouvre davantage à l'Extrême Orient, la partie occidentale s'ouvre à l'Europe. Il serait imprudent de conclure à l'interruption définitive d'un mouvement multiséculaire, mais si le processus se confirme, les conséquences seront majeures sur l'équilibre intérieur de la Russie, la répartition des hommes, sur l'immigration de la main d'œuvre étrangère (chinoise ou coréenne) qui remplacerait les travailleurs russes délaissant les grandes industries et regagnant la partie européenne de la Russie.

Face à une baisse de la population qui, malgré une prise de conscience politique tardive et l'influence de l'Eglise orthodoxe, devrait se poursuivre en dépit des mesures récentes en faveur de la famille, seule, à ce jour, une immigration importante semble pouvoir sinon l'arrêter, du moins la limiter.

### **III)...Mais des facteurs qui lui conservent les potentialités d'une grande puissance**

Au delà de l'irréfutable naufrage des années 90, la reprise en main de la Fédération de Russie par Vladimir Poutine, qui bénéficie aujourd'hui d'une conjoncture économique favorable, montre que l'ex-nation des tsars détient encore des clefs lui permettant de briguer une place incontournable entre Europe et Asie. La recomposition du paysage géopolitique de l'après guerre froide redonne une actualité retrouvée aux conceptions géopolitiques de Mackinder, Spykman et Haushofer.

### **31) Un heartland jamais conquis mais entouré, pourvu de ressources capitales**

311) La guerre d'influence entre les Etats-Unis et la Russie à la lumière des approches géopolitiques de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>24</sup>.

L'espace eurasiatique a été déterminé comme un centre de gravité mondial par les grands géopoliticiens du début du XXe siècle. Le rappel de leurs thèses n'est pas vain à l'heure de la recomposition d'un monde communément qualifié de « multipolaire ».

L'importance géopolitique du territoire russe et de ses périphéries : les notions de Heartland et Rimland.

Entre 1904 et 1943, le britannique H. **Mackinder** s'attache à définir le « pivot géographique de l'Histoire : le heartland ». Selon lui, qui contrôle cette masse terrestre menace les puissances maritimes qui contrôlent « l'île mondiale », -la world island-, c'est-à-dire la planète. **Haushofer**, qui a développé le concept des « pan-ideens » au sein desquels il imaginait un ensemble russe cohérent incluant jusqu'à l'Inde au Sud, s'est particulièrement intéressé à l'eurasiatisme. En cela il se montre d'accord avec la première thèse de **Mackinder** concernant la zone pivot, le heartland, et développée en 1919: qui contrôle ce heartland, autrement dit l'Eurasie, peut, de là, menacer les puissances maritimes, essentiellement britannique et américaine dans l'esprit du géopoliticien allemand. Pour Haushofer, le meilleur moyen de contrer la « tactique de l'anaconda » menée par les puissances anglo-saxonnes est de construire l'Eurasie. Développant cette idée dès 1913 dans son premier livre dédié au Japon « Dai Nihon », il n'aura de cesse de défendre cette idée puisqu'en 1940 il écrit encore : « *la liaison entre les actuelles puissances de l'axe Allemagne – Russie – Japon constitue la seule possibilité de se dresser de façon inattaquable face aux méthodes de l'anaconda de la puissance anglo-américaine* ». Nous savons que le pacte anti-Komintern, s'il apportait la satisfaction de lier l'Allemagne au Japon, présentait pour Haushofer une hérésie géopolitique dans la mesure où il privait son pays du domaine des Soviets qui devenait de facto un obstacle continental majeur à une Eurasie cohérente et

---

<sup>24</sup> Voir annexe 7 : *Heartland et rimland : des notions dépassées ?*

insaisissable par quelque « anaconda » que ce fut. L'Américain N. J. Spykman s'inspire de Mackinder mais conclut que la zone qui donne le contrôle sur le monde n'est pas le heartland proprement dit, mais l'anneau intérieur ou Rimland, qui encercle le heartland.

### Actualité retrouvée de la lutte d'influence pour le contrôle du Rimland.

Mais avec le retour de la Russie à ses frontières strictement nationales et l'hégémonie d'une Amérique du Nord en froid avec l'Europe, les théories d'Haushofer et de Spykman reprennent toute leur actualité : à travers les enjeux du pétrole et la problématique du terrorisme grâce à laquelle les Etats-Unis ont pris pied en Asie<sup>25</sup> à la faveur de la guerre en 2001 en Afghanistan, n'assiste-t-on pas à un retour de la politique de l'anaconda décrite il y a plus de soixante ans ? Dans cette configuration, la Russie possède une double carte, européenne et asiatique. Et c'est sans doute toute l'habileté politique de Vladimir Poutine de chercher un soutien vers l'Europe (la France et l'Allemagne plus que l'Union européenne proprement dite, avec notamment le soutien discret à la France qui a catalysé le mouvement d'opposition à l'intervention américaine en Irak), en cultivant des relations diplomatiques avec la Chine et l'Inde, tout en bénéficiant de la latitude que lui laisse la cristallisation des rancœurs internationales sur les Etats-Unis. Pour sauvegarder le heartland défini par Mackinder, la Russie doit s'assurer de la Neutralité du « Rimland » décrit par Spykman, qui encercle l'Eurasie et pose les bases de la politique de « containment »<sup>26</sup> menée dans un autre contexte par Truman.

Vladimir Poutine semble en passe de réussir un exploit pas à pas. Si on considère que l'ouverture de bases américaines en Afghanistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan, procède d'une tactique de l'anaconda ou de containment retrouvée, la volte-face de l'Ouzbékistan qui a tourné le dos aux Etats-Unis apparaît comme une première victoire diplomatique pour la Russie dans la reconquête progressive du Rimland qui l'entoure.

### 312) Un territoire pourvu de richesses naturelles rentables.

Entre 1990 et 1997, la Russie a été appauvrie de moitié. En 1998, le pays a atteint son point le plus bas, avant connaître un redémarrage de l'économie avec une progression de 8 à 9 %. Depuis, le pays n'a pas connu de progression annuelle inférieure à + 4,5%. Cette conjoncture lui a permis de

---

<sup>25</sup> Voir annexe 6 : *Bases américaines sur le continent eurasiatique.*

<sup>26</sup> Doctrine déterminée par Georges Kennan, secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, dans un article publié anonymement dans la revue *Foreign Affairs* en juillet 1947, et adoptée par l'administration de Truman. Le containment s'est traduit par l'encerclement du heartland soviétique par l'occupation du Rimland au moyen de l'OTASE, du pacte de Bagdad, de l'OTAN et du traité de sécurité américano-japonais.

rembourser ses dettes par anticipation : certes, en 2005, la Russie n'a toujours pas retrouvé son niveau de richesse de 1991, mais, à croissance constante, devrait l'atteindre en 2007. Cette vigueur économique a permis à Vladimir Poutine d'envisager dès mai 2003 une forte diminution de la pauvreté et le doublement du PIB de la Russie à l'horizon 2010. Ce retour sur la scène internationale par la porte économique provient pour partie de l'exportation des richesses naturelles extraites du sous-sol russe. Le pétrole, le gaz, les métaux non ferreux et le bois ont bénéficié d'une envolée des prix, notamment les métaux et les hydrocarbures. Cela a permis, à niveau d'exportations constant, une rentrée de capitaux très importante. La balance des paiements est excédentaire avec 49 milliards de dollars en 2003, 149 milliards de dollars en juin 2005.

### **32) La manifestation de l'orgueil national : le retour d'un pouvoir fort et un arsenal militaire toujours dissuasif**

#### Le nationalisme russe

Alexandre Tarrasov, sociologue russe, étudie la montée en puissance des mouvements skinheads en Russie. Ces jeunes russes se déplacent en bandes et agressent les individus qui ne présentent pas des traits de type « caucasien ». Certains étudiants étrangers ont trouvé la mort lors de ces virées sauvages. Ces mouvements s'inscrivent dans un contexte où un sondage récent demandant aux Russes s'ils étaient d'accord avec le slogan « la Russie aux Russes » a recueilli une réponse affirmative de la part de 58% des personnes interrogées. Le traitement des événements extérieurs à la Russie par les médias permet d'ailleurs aussi d'alimenter ce nationalisme. Durant les émeutes qui ont embrasé les banlieues en France à la fin de 2005, les télévisions russes se sont fait largement l'écho des graves troubles dus à un djihad déjà à l'œuvre en Occident. Vitupérant par tradition la veulerie et la décadence de cet Occident, les Russes semblent trouver avec Vladimir Poutine un nouveau « tsar » capable de répondre aux aspirations de l'âme russe.

#### 321) Le retour d'un pouvoir fort.

##### Un terrain favorable.

Un rapport d'enquête basé sur une étude couvrant les périodes allant de 1996 à 2000 démontre que le soutien de la population en faveur des institutions et des processus démocratiques s'affaiblit. L'un des éléments les plus révélateurs est l'attitude affichée vis-à-vis des élections, sans doute l'une des

institutions démocratiques les plus importantes jamais introduites en Russie post-soviétique. La majorité des interrogés défendait qu'il était préférable de se passer d'élections multipartites si les dirigeants ne parvenaient pas à résoudre les problèmes (50,8 % en 2000, 45,7 % en 1996 et 44,1 % en 1998). Davantage encore s'accordaient pour dire qu'il serait préférable d'interdire tous les partis politiques ( 49,1 % en 1996 ; 51,6 % en 1998 et 54,7 % en 2000 )<sup>27</sup>.

### D'où vient Poutine ?

Le choix de Poutine par la « famille » (surnom donné au clan entourant le président Eltsine à la fin des années 90) est dû à sa fidélité au chef sortant, à son ex appartenance au KGB et à son soutien au maire libéral de St Pétersbourg Anatoli Sobtchak. Cette situation est née d'un compromis entre deux mouvances a priori antagonistes, les communistes et les démocrates, qui trouvent dans ce système de monarchie élective les caractéristiques d'un pouvoir fort et les conditions permettant des réformes économiques. Le désir de stabilité souhaité par les Russes, rejetant le communisme mais par certains égards nostalgiques de l'ancien système, passe par une subordination des institutions (les régions, les milieux d'affaires, les partis politiques, les médias). Vladimir Poutine doit gérer la contradiction entre un désir d'affirmation du pouvoir central et la nécessité de convertir la Russie à l'économie de marché.

### Un contrôle de l'image par la mise au pas des medias.

La stratégie de subordination s'est imposée progressivement, avec notamment la mise en cause de Poutine par des médias jugés trop libres dans la gestion de la crise du *Koursk*, ce sous-marin russe échoué au fond de la mer de Barentz et dont l'équipage n'a pu être sauvé. Nul doute que ces médias, détenus par des entrepreneurs désireux d'influer sur la vie politique du pays, ont signé leur arrêt de mort en diffusant régulièrement des « kompromaty » sous l'ère Eltsine, reportages compromettant le chef de l'Etat et son entourage. Après avoir renouvelé la direction de la chaîne NTV en 2000, le gouvernement a œuvré pour la fermeture du canal de TV6 et de TVS en 2003. Actuellement, aucune chaîne de télévision indépendante n'est en mesure d'émettre sur la totalité du territoire russe. Le président de la fédération de Russie, en muselant un contre pouvoir gênant, s'est offert une plus grande liberté d'action.

### L'éviction des oligarques par Vladimir Poutine.

---

<sup>27</sup> Ponars Policy memo n°241, Nikolai Petrov, Carnegie Moscow Center, december 2001.

La politique conduite par le président Poutine, réélu triomphalement le 14 mars 2004 pour un second mandat de 4 ans avec plus de 70% des suffrages, semble le seul moyen efficace, pour la Russie, d'éviter une explosion et d'espérer dans un avenir plus ou moins lointain recouvrer une véritable dimension mondiale. Certes la dérive autocratique est palpable, mais le phénomène n'est pas révolutionnaire dans une Russie où nous avons rappelé le rôle traditionnel de la personnalisation et de la centralisation du pouvoir sous les tsars ou les dirigeants soviétiques.

Vladimir Poutine dont l'ambition est la restauration de la grandeur russe a compris que l'autorité de sa nation devait être avant tout rétablie sur son territoire. Aussi a-t-il entrepris avec détermination de lutter contre le pouvoir des « oligarques »<sup>28</sup>. Ces « boyards », qui ont pu s'enrichir sous la présidence d'Eltsine, ont obtenu, en échange de services rendus, des postes politiques qui renforçaient encore leur pouvoir. Certains d'entre eux ont par ailleurs souvent épousé la cause de certains gouverneurs régionaux, hostiles à la volonté de Poutine de restaurer l'autorité de l'Etat en diminuant l'autonomie des régions. Ils représentaient un vrai danger pour le président car ils contrôlaient de puissants médias, réputés pouvoir faire ou défaire la réputation des hommes politiques.

Alors que 30% de la population vivent encore avec moins de 60 dollars par mois, la lutte contre ces roitelets, dont les pratiques mafieuses ont pu favoriser l'extension de la misère, a été très bien perçue par une très grande partie de l'opinion publique. L'affaire Ioukos et l'arrestation spectaculaire de Mikhaïl Khodorkovsky, son président, illustre parfaitement cette orientation politique du président Poutine<sup>29</sup>.

### Poutine est-il l'homme de paille d'un système ?

Se voyant comme un « monarque républicain », Vladimir Poutine se situe dans la tradition gaullienne et verrait ses réformes comme l'équivalent de l'instauration de la 5<sup>e</sup> république en France. Son pouvoir pouvait paraître finalement fragile car en équilibre sur l'arbitrage entre la « famille », les « libéraux pétersbourgeois » et les siloviki (hommes issus de l'ex KGB). Mais l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski, l'oligarque de la firme Ioukos en novembre 2003 et le départ du chef de

---

<sup>28</sup> Boris Berezovski, Vladimir Potanine, Vladimir Gousinski, Alexander Smolenski, Mikhaïl Khodorkovski, Piotr Aven, Rem Viakhirev, Vagit Alekperov : ces huit noms symbolisent le phénomène des « oligarques », ces entrepreneurs qui ont bénéficié de la privatisation des biens à des prix dérisoires sous la période de Boris Eltsine et du phénomène de « la famille ». A titre d'exemple, Mikhaïl Khodorkovsky s'est offert la société Ioukos pour 482 millions de dollars alors qu'elle est évaluée entre 10 à 15 milliards de dollars...(cité par J. Sapir dans l'économie politique n° 21).

<sup>29</sup> Ioukos est une des plus importantes compagnies pétrolières russes et représente un quart de la production du pays. Mikhaïl Khodorkovsky a été interpellé à Novossibirsk le 25/10/2003. L'objet des poursuites à son encontre est officiellement lié à une affaire d'évasion fiscale.

l'administration présidentielle, Alexandre Volochine, parrain de la « famille », ont marqué le déclin du clan eltsinien et une montée en force des siloviki dont le maître du Kremlin court le risque de devenir l'otage. La légitimité de Poutine repose sur des sondages qui lui sont favorables et des prix du pétrole avantageux pour la Russie. Mais si ce régime politique hybride (siloviki et libéraux de la mairie de Saint Pétersbourg) a été la garantie de la stabilité en Russie, un moyen de relier passé et présent, conservateurs et modernisateurs, il n'est pas acquis que Vladimir Poutine parviendra à dominer efficacement ce clivage à long terme.

### 322) Un outil militaire à réformer profondément mais qui reste dissuasif.

#### Etat des lieux après la dissolution de l'URSS.

En 1991, la Russie a hérité des deux tiers des forces armées de l'ancienne Union Soviétique. De facto, les forces armées ont été engagées dans des transformations quantitatives et qualitatives due à la perte des contingents non Russes. De 2.75 millions d'hommes, la Russie postsoviétique héritait de 1.13 million d'hommes au début des années 90. Les années qui suivront seront donc celles des transferts d'hommes et de matériels entre les ex-membres du Pacte de Varsovie et les Etats de la CEI. Elles seront aussi celles de la désorganisation de la machine militaire soviétique et il s'agira dès lors pour les nouveaux dirigeants de la Russie de reconstruire une véritable armée.

Poutine déclarait au début de son mandat présidentiel qu'il s'appuierait sur l'institution militaire pour restaurer l'autorité de l'Etat russe à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Or l'armée dont il héritait était profondément dégradée du point de vue de ses capacités, démoralisée et corrompue après 10 ans de crise financière et de réformes erratiques sur fond de relations civilo militaire dégradées par les effets de la première guerre de Tchétchénie (1994-1996).

C'est en fait l'ensemble des forces conventionnelles qui est touché et pas seulement les forces terrestres. Ainsi les infrastructures de la marine russe, à cause des pertes territoriales, ont été réduites de 60 à 90%. D'autre part, l'état d'entretien de la flotte laisse grandement à désirer<sup>30</sup>. Les pilotes des forces aériennes, quant à eux, voleraient de 10 à 20 heures par an contre 180 pour leurs homologues de l'OTAN quand seulement 35% des moyens des forces aériennes étaient aptes à faire campagne en 2003.

#### Une indispensable réforme pour les forces conventionnelles.

---

<sup>30</sup> Le drame du *Kourisk* est révélateur du piteux état de la marine russe. Ce sous- marin, pourtant fleuron de la flotte, sombre le 12/08/2000 avec ses 116 hommes d'équipage. En 2000 il ne restait que 40 sous-marins nucléaires en état de marche, alors qu'à l'apogée de sa puissance le pays disposait de 150 bâtiments de ce type.

Vladimir Poutine ne souhaite pas remilitariser à tout prix mais cherche à faire au mieux avec les moyens disponibles pour disposer de forces armées capables de faire face aux nouvelles menaces. Ces forces doivent ainsi être plus compactes et plus mobiles pour traiter les conflits régionaux et locaux de basse intensité qui pourraient secouer la proche périphérie de la Fédération. Dans ce cadre, la possibilité de recours aux forces armées à l'intérieur même du pays est désormais inscrite dans la doctrine d'emploi des forces<sup>31</sup>.

Plusieurs réunions ont conclu à l'inefficacité du système traditionnel de conscription à l'heure où seuls 10% des jeunes enregistrés par les bureaux militaires sont effectivement enrôlés. Seuls les groupes les plus déshérités font leur service et y importent alcool, drogue et casier judiciaire chargé, ce qui participe à l'aggravation du phénomène de *dédovshina*<sup>32</sup>, (mauvais traitements que subissent les appelés au sein des unités et qui conduisent de plus en plus de conscrits à désertir). Dans l'état actuel des choses, la perte démographique que subit la Russie conduira *de facto* vers 2010 à la non opérationnalité des unités fautes d'être en mesure de remplir leurs effectifs.

La professionnalisation, à laquelle reste hostile la plupart des généraux, est facilitée dans la mesure où Poutine a conduit un effort financier au profit du ministère de la défense. La première unité professionnalisée est la 76<sup>e</sup> division de parachutistes de Pskov et le recrutement de soldats et sous-officiers sur une base contractuelle a débuté au 1<sup>er</sup> janvier 2004. La professionnalisation d'une armée coûte cher et pour disposer de forces efficaces il faut investir massivement dans les programmes de technologie de pointe. Un effort a été entrepris puisqu'en 2001 les dépenses consacrées à l'investissement sont presque au même niveau que celles dévolues à l'entretien des forces (44% contre 56%). Mais les dépenses d'investissement permettant aux armées russes de remplacer tous leurs équipements obsolètes ne pourront être achevées avant 2025.

### L'arsenal nucléaire.

Seul le potentiel nucléaire paraît préservé et, à ce titre, place la Russie dans une position particulière. C'est en effet un élément incontestable de puissance mais dans le contexte international la capacité de dissuasion, même si elle demeure importante, ne suffit plus. Une grande puissance doit être capable de projeter ses forces pour avoir une réelle influence sur le jeu international. Or la crise des forces conventionnelles limite la capacité de participation de la Russie aux règlements des problèmes internationaux. Ainsi, elle est quasiment absente de toutes les opérations de maintien de la paix. Le

---

<sup>31</sup> Isabelle Facon, « la réforme de l'armée russe », Le courrier des pays de l'Est, n°1022 février 2002

<sup>32</sup> Selon les statistiques officielles, sur 1064 décès de militaires russes hors opérations de guerre, 16 relevaient de *dédovshina* en 2005. Ces chiffres seaient sous-évalués (Ejannedelny journal, Moscou février 2006).

manque de confiance des Russes envers leurs forces conventionnelles est manifeste et la doctrine militaire de 2000 évoquant le recours à une frappe nucléaire en premier ne fait que traduire ce sentiment. Face à ce que les élites russes ont perçu comme une certaine « remilitarisation » des relations internationales par les Etats-Unis avec la guerre en Irak, le président russe s'est lui-même investi dans des réponses militaires, dont la déclaration au sujet de la disposition d'une importante réserve de missiles stratégiques en silos (SS19). « *Le principal fondement de la sécurité nationale russe demeure, et pour longtemps, les forces de dissuasion nucléaire* » (V. Poutine).

### **33) Une diplomatie alternative et réaliste**

Après les années de discrédit et d'humiliation Eltsine, la scène internationale qui n'offrait plus qu'un strapontin à la Russie voit émerger une nation volontariste et pragmatique sous les traits de Vladimir Poutine. La diplomatie employée ménage et diversifie actuellement les partenaires, que ce soit les Etats-Unis, l'Europe ou le proche étranger.

#### **331) Les relations avec les Etats-Unis :**

Tirant profit de ses faiblesses pour en obtenir quelques forces, la Russie a échangé l'inexorable avance des Etats-Unis en Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan et Géorgie pour combattre Al Qaida contre un soutien américain à sa candidature à l'OMC et son association à l'élargissement de l'OTAN à l'Europe centrale et aux Pays Baltes. La lutte antiterroriste permet de surcroît de légitimer la deuxième guerre en Tchétchénie lancée à l'été 1999. Ce rapprochement stratégique avec Washington rompt en apparence avec les démons antiaméricains traditionnels et permet à la puissance eurasiatique de redevenir un partenaire incontournable sur la scène internationale. Après avoir été réinvitée aux affaires mondiales grâce à l'ingénieux rapprochement avec la première puissance mondiale, la Russie s'est désolidarisée du projet d'intervention américaine en Irak, misant sur un rapprochement avec la France et l'Allemagne ayant pour effet d'exacerber le clivage Europe Etats-Unis.

#### **332) Les relations avec le voisin européen:**

Le tropisme eurasiatique de l'empire russe pousse la puissance orientale à des relations avec le partenaire européen actuel, l'Union européenne, d'autant plus que celle-ci empiète de plus en plus en direction des marches de l'empire russe. Bruxelles est le premier partenaire commercial, le premier investisseur et le premier fournisseur d'aides de la Russie. En 2004, 67% des importations russes viennent de l'Union qui absorbe quant à elle 50% de ses exportations. Un partenariat énergétique a été

lancé par Bruxelles de façon à augmenter ses importations d'hydrocarbures en provenance de Russie d'ici 2020. L'Europe propose depuis 2003 la mise en œuvre de quatre espaces de coopération : « économique », « des libertés, de la justice et de la sécurité », « de sécurité extérieure », « de la recherche et de l'éducation ».

Mais cette coopération d'ordre économique est enrayée par les tensions créées par l'élargissement de l'Europe sur les marches de la Russie, son « proche étranger ». Le soutien européen aux révolutions démocratiques en Géorgie fin 2003 et à l'Ukraine en décembre 2004 a également été perçu comme une ingérence agressive dans ses zones d'influences traditionnelles. De fortes tensions sont apparues en 2002 au sujet de l'enclave de Kaliningrad qui se trouve enchassée dans l'Union européenne et en 2004 avec l'Ukraine et la Moldavie.

Un autre sujet sensible est celui des minorités russophones en Lituanie et en Estonie, que Moscou accuse de pratiquer de mesures discriminatoires à leur encontre. Le 21 mai 2004, l'Union européenne a signé un accord avec la Russie qui devrait permettre son adhésion à l'organisation mondiale du commerce (OMC) et ouvrir la ratification par Moscou du protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dont dépend l'entrée en vigueur du dit protocole. La Russie reste agacée de l'approche idéologique de l'Europe vis-à-vis de ses problèmes de sécurité intérieure et extérieure. Sergueï Lavrov, le nouveau ministre russe des affaires étrangères a rejeté les « tentatives insensées » de l'Union pour « inciter la Russie à entamer un processus politique » en Tchétchénie. Il est clair que l'Europe, qui considère la Russie comme un nain économique et une ex-superpuissance toujours un peu redoutable, se fourvoie en pensant incliner son partenaire oriental vers les mêmes aspirations idéologiques. Les relations des deux entités sont fondées sur le seuls intérêts et non les valeurs.

### 333) Les relations avec le « proche étranger » et les puissances régionales

Face à des regroupements excluant la Russie, comme le GOUAM dans laquelle se sont liés la Géorgie, l'Ouzbékistan, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, la Russie contre-attaque en multipliant les partenariats. En regroupant autour d'elle la Biélorussie et le Kazakstan dans un espace économique unifié, la Russie a tenté en 2003 de tisser un système d'alliance qui renoue avec ses liens du temps de l'empire, mais la volonté intégrationniste du biélorusse Loukachenko a remis en cause le partenariat. C'est pourquoi la Russie a conçu un regroupement dépassant le cadre de la CEI : Pendant les années

1990, les relations avec le voisin chinois se sont améliorées<sup>33</sup>. Le contentieux frontalier sur le fleuve Amour a été réglé, des consultations régulières ont été instaurées depuis juin 2001 et des projets de gazoducs et d'oléoducs ont été lancés. Moscou et Pékin ont créé avec les pays d'Asie centrale l'organisation de coopération de Shangaï pour lutter contre l'islamisme et le terrorisme dans la région. Ces démarches révèlent un véritable dépassement de la rivalité idéologique qui opposa les deux puissances pendant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle montre également le pragmatisme de la Russie qui n'hésite pas à glaner des appuis au delà de sa sphère d'influence historique. En effet, en établissant un rapprochement entre la Chine et l'Inde par le biais de l'organisation de coopération de Shangaï, la Russie semble procéder à la formation d'un bloc inexpugnable face aux Américains. De même, ses relations avec l'Iran qu'elle se propose d'aider dans le développement du nucléaire civil semblent démontrer une conception offensive de la diplomatie russe.

Il est à noter que l'interventionnisme russe dans les élections ukrainiennes, puis la crise du gaz survenue fin 2005 ont marqué une rupture avec le pragmatisme montré par Vladimir Poutine durant son premier mandat. En invitant l'Iran au sommet de l'OCS et en le soutenant dans sa démarche de développement des compétences nucléaires, le président russe n'adopterait-il pas déjà un ton plus ferme dans les affaires extérieures après une reprise en main en interne?

## **CONCLUSION**

La Russie n'est plus une superpuissance : elle a bel et bien perdu son statut de « supergrand », laissant s'échapper les Etats-Unis loin devant elle. Les chocs subis en 1989 et 1991 lui ont été fatals et il lui a fallu dès lors trouver sa place dans un monde multipolaire.

Parce qu'il a renoncé à la tradition autocratique du pouvoir en Russie en « offrant » l'indépendance aux ethnies de la fédération de Russie et en partageant le pouvoir avec les oligarques, Boris Eltsine a rompu avec la tradition de gouvernance autoritaire de son pays avec pour résultat un affaiblissement qui paraissait irréversible. Bafoués aux yeux du monde, les Russes ont été blessés dans leur orgueil.

Une reprise en main de la fédération de Russie est depuis intervenue en interne, aux plans politique, économique et médiatique. Pour Vladimir Poutine, renforcer son pouvoir à l'intérieur est la condition *sine qua non* d'un retour véritable sur la scène internationale. Le président exerce le monopole du pouvoir avec une poigne de fer à l'intérieur (la destruction progressive de toute opposition à son

---

<sup>33</sup> La Chine et la Russie ont signé, le 16 juillet 2001, un « traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération » qui se voulait la concrétisation du « partenariat stratégique » progressivement mis en place entre les deux pays depuis le milieu des années 1990.

pouvoir a commencé par l'éviction des oligarques et la mise au pas des médias) et à l'extérieur (guerre en Tchétchénie). Des résistances subsistent, notamment au sein des armées ou les généraux ne souhaitent pas l'abandon de l'armée de conscription, mais la politique subtile du président et les efforts financiers qu'il consent lui attirent un nombre croissant de sympathisants, en particulier chez les jeunes officiers. Reste le problème du retour des cultures non russes comme au Tatarstan : il paraît difficile pour l'instant de revenir sur les acquis reçus sous Boris Eltsine.

Encouragée par l'euphorique remontée économique de ces dernières années, la Russie semble croire aujourd'hui en un statut de puissance régionale incontournable en Asie grâce à sa position de charnière entre deux continents. Il est vrai que les facteurs favorables que sont les richesses naturelles du sous sol, les forces militaires (capacités nucléaires, spatiales et classiques), la possession d'un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, ou encore l'existence d'élites remarquables dans des domaines clés, gardent à la Russie des atouts indiscutables.

Pourtant les éléments de cette puissance convalescente paraissent aujourd'hui bien fragiles et les défis restent nombreux.

Le premier, prioritaire pour les gouvernants, est très certainement de faire entrer l'économie russe dans l'ère de la mondialisation. L'adhésion à l'OMC, même si elle implique des sacrifices en interne, devra intervenir sans tarder. Le développement d'une économie forte est une clef pour que la Russie entreprenne un redressement durable.

Le second consiste à arrêter l'hémorragie démographique que subit le pays. Pour cela, la fédération de Russie doit mettre en place une politique médicosociale et familiale volontariste si elle veut espérer combler ses pertes grandissantes autrement que par une immigration massive venue du Sud-Est.

Enfin, Vladimir Poutine sait très bien que son pays n'est plus en mesure de mener une politique d'opposition directe face aux grandes puissances mondiales, en particulier les Etats-Unis. A l'heure où les centres d'intérêt stratégique discernés par les géopoliticiens du début du XXe siècle retrouvent toute leur pertinence, la Russie doit se montrer pour l'heure coopérative, tout en agissant en fonction de ses intérêts propres. Cette problématique duale est au cœur du nouveau grand jeu asiatique au sein duquel l'historique puissance slave a convié les Etats-Unis pour lutter contre les Talibans afghans, - gagnant ainsi une certaine impunité pour traiter le problème tchéchène-, tout en développant en parallèle l'Organisation de Coopération de Shanghaï sensée à terme « marquer le territoire asiatique » face aux Américains...

Sous la férule d'un Vladimir Poutine ambitieux, la Russie semble préparer un possible retour remarqué sur la scène internationale en renouant avec les fondements de sa puissance traditionnelle : une

politique centralisatrice cédant le moins de pouvoir possible à l'intérieur, une diplomatie habile d'influence sur ses périphéries – partenaires historiques ou non-, et l'exploitation profitable des ressources naturelles d'un territoire reliant Europe et Asie.

L'occident juge bien souvent la Russie au crible de critères issus de l'humanisme européen. Partant, la voie autocratique suivie par le président russe appelle bien des critiques. Mais cela traduit une profonde méconnaissance de ce pays continent. Si la politique conduite par le président Poutine, réélu triomphalement le 14 mars 2004 avec plus de 70% des suffrages, semble efficace malgré des aspects autoritaires étrangers à l'approche occidentale de la démocratie, le moment où la Russie recouvrera une véritable dimension mondiale en tenant le « heartland » tout en ayant un certain contrôle sur ses périphéries n'est peut-être non seulement plus un leurre, mais peut-être une réalité accessible dans les décennies à venir.